

La Slovénie n'a «pas besoin d'une aide financière»

CONJONCTURE | Publié le 18/04/2013 à 19:48



Borut Pahor, le président slovène. Crédit: Jean-Christophe Marmara/Le Figaro Crédits photo : Jean-Christophe MARMARA/JC MARMARA/LE FIGARO

INTERVIEW - Borut Pahor, le président slovène, estime que son pays peut sortir de sa crise financière en privatisant une grande banque.

Membre de la **zone euro** depuis 2007, la **Slovénie** traverse une crise bancaire. Les marchés la voient comme le prochain pays à sauver. Borut Pahor, 49 ans, élu président de la République de Slovénie en décembre, a été Premier ministre de 2008 à 2011. Il a rencontré François Hollande à Paris mercredi et accordé une interview au *Figaro*.

La Slovénie est dans une situation financière critique, comment en êtes-vous arrivés là?

Pas critique, je dirais une situation difficile, à cause de nos problèmes bancaires. Le gouvernement a décidé de créer une «bad bank» (une structure de défaillance, NDLR). Je conseille au gouvernement de la mettre en place rapidement, et de vite lancer les privatisations. Cela nous permettra de sortir de la pénurie de crédit qui empêche les entreprises d'investir.

Le Portugal et l'Espagne ont nié avoir besoin d'une aide financière internationale avant de s'y résoudre. Pourquoi serait-ce différent pour la Slovénie?

D'abord à cause des chiffres. Notre dette sera de 59% du PIB cette année (*). Ce n'est donc pas un problème. La taille de notre secteur bancaire équivaut à 130% du PIB contre 800% pour Chypre. Nous avons un problème bancaire, mais il n'est pas comparable. Pourquoi faudrait-il nous croire? Parce que nous entreprenons les réformes. Nous avons déjà réformé les retraites et le marché du travail. Nous allons modifier la constitution pour limiter le recours trop facile aux référendums qui, lorsque j'étais premier ministre, était un frein aux réformes. Nous nous attaquons à des réformes impopulaires sans attendre, à la différence d'autres pays, même si je ne sous-estime pas les efforts de mes homologues portugais, grecs ou espagnols. Et pourquoi faudrait-il absolument qu'il y ait un prochain pays à secourir? Il n'y a aucune raison que nous ne nous en sortions pas seuls.

La Slovénie a réussi à lever 1,1 milliard d'euros en obligations mercredi, deux fois plus que prévu. C'est un soulagement?

Nous sommes très satisfaits. C'est un premier pas qui confirme que nous pouvons continuer à emprunter sur les marchés.

La solution à la crise bancaire pourrait-elle passer, comme à Chypre, par des ponctions sur les comptes?

Non! Vous avez ma réponse.

Le gouvernement va-t-il privatiser des banques?

Oui, une des trois grandes banques nationales sera privatisée. Et elle sera ouverte aux investisseurs étrangers. Ce n'est pas un choix populaire, beaucoup de gens redoutent d'être rachetés par je ne sais qui. Mais entre garder une mauvaise banque nationale ou avoir une banque solide, appartenant à l'étranger, je préfère la seconde solution. Lorsque nous sommes devenus une économie de marché dans les années 1990, nous avons vu d'autres pays d'Europe centrale ouvrir leurs capitaux trop grand et trop vite. Lorsque la crise est venue, certains des investisseurs

étrangers dans ces pays ont retiré leurs actifs. Aujourd'hui, nous avons besoin d'investissements étrangers, y compris venus de France qui est le cinquième investisseur en Slovénie.

Le premier ministre doit présenter un plan d'économies d'ici le 13 mai. Avec des coupes sévères dans les dépenses?

C'est nécessaire pour attirer les investisseurs et relancer la croissance. Comme beaucoup d'autres pays, nous n'avions pas anticipé une deuxième récession. Quand j'étais premier ministre, le PIB a reculé de 8,5% en 2009, imaginez les problèmes que cela pose! Cette année, nous nous attendons à un recul de 1,9% du PIB. Le déficit budgétaire sera limité à 3,5% et nous serons ferme sur cet objectif. Au gouvernement d'être aussi courageux que possible, de traverser le purgatoire avec des décisions difficiles. Je sais ce que c'est, je le soutiendrai. Peu importe la cote de popularité. J'ai été élu l'an dernier avec deux tiers des suffrages. Je veux investir ma popularité pour la bonne cause.

Y a-t-il une montée du sentiment anti-européen en Slovénie?

Non. Les gens ont confiance dans notre avenir commun. Ce n'est pas dans notre culture d'attribuer nos maux à l'Europe, les gens les attribue plutôt aux hommes politiques corrompus. J'ai dit à François Hollande quoique nous réserve l'avenir, la Slovénie restera parmi les pays souhaitant un nouveau cadre pour l'Europe. Je suis très européen, et à titre personnel, je le précise, favorable à des États-Unis d'Europe. Il faut que la Banque centrale européenne soit comme la Fed américaine, qu'elle n'ait qu'une seule politique budgétaire à gérer et non dix-sept.

(*) 90% pour la France.